

DEPARTEMENT
DE
L'ARDECHE



ARRONDISSEMENT
DE
TOURNON

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS
DU MAIRE**

Arrêté n°AM-2022-1221

**OBJET : DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME VIRGINIE ESCOMEL -
DIRECTRICE GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT HUMAIN**

Le Maire de la Ville d'Annonay,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L2122-19,

VU le Code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L212-1,

VU la délibération du Conseil municipal n°2020-96 en date du 03 juillet 2020 portant délégation de pouvoir au Maire,

CONSIDERANT la nécessité d'accorder des délégations de fonction aux élus et de signature aux agents pour une bonne efficacité des services de la Ville d'Annonay,

CONSIDERANT les fonctions de Directrice générale adjointe Développement humain exercées par Madame Virginie ESCOMEL, comprenant les compétences suivantes :

- culture
- sports
- éducation
- relations aux usagers et à la population

ARRETE

Article 1 -

Madame Virginie ESCOMEL reçoit délégation de signature pour les actes suivants liés aux compétences listées ci-avant :

CORRESPONDANCE GENERALE

- Documents et courriers à caractère courant à destination ou en réponse à d'autres administrations

COMMANDE PUBLIQUE

- Engagements juridiques et financiers en dépense par bons de commande, marché subséquents, marchés publics dont le montant est strictement inférieur à 40.000 € HT
- Lettres de consultation, demandes de devis, réponses à ces consultations et demandes de devis dans la limite du montant ci-avant

- Toutes correspondances dans le cadre des marchés publics dont le montant est strictement inférieur au montant ci-avant : courriers de rejet des candidatures et des offres, courriers de prénotification et de notification aux candidats retenus, courriers relatifs aux sanctions liés à l'exécution (pénalités, exécution d'office et résiliation)
- Ordres de service, avenants et tout acte d'exécution dans le cadre des marchés inférieurs au montant ci-avant
- Procès-verbaux de réception de travaux, de prestations, d'admission de fournitures ou de services dans le cadre des marchés inférieurs au montant ci-avant

AFFAIRES JURIDIQUES

- Dépôt de plainte en application de l'article 433-3-1 du Code pénal en cas de menaces ou violences ou tout autre acte d'intimidation à l'égard de toute personne participant à l'exécution d'une mission de service public, afin d'obtenir pour soi-même ou pour autrui une exemption totale ou partielle ou une application différenciée des règles qui régissent le fonctionnement dudit service, en tant que représentant de l'administration exerçant la mission de service public
- Dépôt de plainte au nom de la collectivité pour toute affaire dans laquelle celle-ci est victime
- Main courante au nom de la collectivité pour toute affaire dans laquelle celle-ci est victime

Article 2 -

Cette délégation est accordée pour la durée de l'exercice des fonctions, sous la surveillance et la responsabilité de Monsieur le Maire.

Article 3 -

Tout document ou acte signé dans le cadre de la présente délégation comportera la mention de son auteur comme suit :

« Par délégation du Maire,
Virginie ESCOMEL
Directrice générale adjointe Développement humain »

Article 4 -

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Virginie ESCOMEL, la délégation consentie à l'article 1 du présent arrêté pourra être exercée dans des limites identiques et par ordre de priorité par :

- Monsieur Romain LE BORGNE

La délégation de signature ne peut faire l'objet d'une subdélégation par le déléataire.

Article 5 -

En application de l'article 6 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, lorsque le déléataire titulaire d'une délégation de signature estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informe le déléitant par écrit, précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences. Un arrêté du déléitant déterminera, en conséquence, les questions pour lesquelles la personne intéressée devra s'abstenir d'exercer ses compétences et les confiera, le cas échéant, à un autre déléataire.

Article 6 -

L'arrêté n°AM-2020-419 du 7 juillet 2020 portant délégation de signature à Madame Virginie ESCOMEL, Cheffe du pôle Développement humain, est abrogé.

Article 7 -

Le présent arrêté sera exécutoire dès qu'il aura été procédé à sa publication et à sa transmission au représentant de l'Etat dans le département. Ampliation en sera adressée au comptable public.

Spécimen de signature du délégué :



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (Palais des Juridictions Administratives, 184 rue Duguesclin 69433 LYON CEDEX 03) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Annonay, le 09/01/23

Le Maire

Simon PLENET



Transmis en sous Préfecture le : 09/01/23 | Notifié le : 10/01/23
ID de télétransmission : 007-210700
100-20220101-38786-

Affiché le : 12/01/23

AR-1-1

SP

